



**Communiqué de presse
16 JUIN 2015
à la Maison des syndicats
du comité de défense de la Sécu de Tarascon**



Nous remercions la présence des salariés, des militants syndicaux, et des journalistes ce mardi 16 juin 2015 à la maison des syndicats de Tarascon.

Tout d'abord nous tenons à faire savoir à la population que le centre de sécu de Tarascon n'est pas fermé ! Vous pouvez venir, l'accueil est bien ouvert du lundi au vendredi de 8h à 16h30 ! Mais le risque de fermeture planant toujours sur notre centre, la lutte continue !

Le comité de défense de notre centre de sécu de Tarascon et les Unions locales FO et CGT du territoire de Tarascon, organisent aujourd'hui cette conférence de presse afin de vous tenir informer des actions entreprises dans le cadre intersyndical contre les menaces qui pèsent sur le centre de sécu de Tarascon.

La constitution de ce comité a permis de nous organiser afin d'aller à la rencontre de la population et des élus pour les informer.

Ainsi nous avons obtenu près de 10000 signatures pour notre pétition à ce jour, le soutien de 16 municipalités, des 2 députés du secteur, et du président du Conseil Régional.

Fort de ces soutiens nous portons depuis fin décembre 2014 nos revendications auprès de la direction :

- Le maintien du centre de sécurité sociale de Tarascon qui reçoit environ 100 assurés par jour
- La garantie de la proximité avec les assurés et l'accès aux soins à la population des 19 communes environnantes en assurant un accueil du lundi au vendredi
- Ce service de qualité ne pourra être assuré qu'avec le maintien du site de production et de ses 26 agents sur place
- L'arrêt de la braderie du patrimoine immobilier qui nous le rappelons est celui des assurés sociaux et non celui des directeurs de Caisse ou de la Caisse Nationale (Pour mémoire les immeubles vidés de leurs salariés lors du dernier plan, il y a plusieurs années ne sont toujours pas vendus (ex : Marseille rue du Camas (5000 m2) peut se demander où est l'économie ? (*))

Nous tenons aussi à vous informer du mépris témoigné par notre direction à l'égard des agents et de la population qui ne communique aucune information ni en interne ni en externe et ce depuis 6 mois.

Nous avons interpellé régulièrement notre direction par le biais des instances représentatives du personnel et des assurés et nous ne sommes pas satisfaits des réponses obtenus puisque aucun élément concret ne nous est donné quant aux modalités précises de mise en œuvre du projet global de restructuration, et son calendrier d'application.

Il semblerait que le projet de fermeture qui était prévu en début 2015 serait repoussé fin 2016 ou 2017 (information donnée uniquement oralement par notre direction).

Les actions que nous avons menées dans le cadre de notre comité y sont certainement pour quelque chose et nous nous félicitons que le plan ne soit toujours pas applicable et appliqué (à ce sujet nous considérons que la procédure de consultation des Instances représentatives du personnel n'a pas été respecté dans le cadre du projet de réorganisation et nous avons saisi l'inspection du travail).

Tout ceci manque toutefois de transparence, nous demandons des écrits et nous estimons que notre demande est légitime tant pour les agents, que pour la population.

Nous dénonçons également les agissements d'une direction qui n'a pas trouvé le temps en 6 mois pour se déplacer sur le site de Tarascon pour expliquer aux agents le projet, mais a pu finalement se libérer fin mai en diligentant un sous-directeur pour venir mettre la pression aux agents et en hésitant pas à adopter des méthodes réactionnaires en les menaçant de mutations arbitraires pour l'exemple « à l'autre bout du département », ou de priver de promotions les insoumis afin de les obliger à compléter des « fiches d'expression des souhaits de mobilité professionnelle » qui n'ont aucune valeur juridique.

Nous redoutons que ces fiches soient utilisées afin de faire croire aux élus et représentants de l'état que les agents de notre centre acceptent d'être mutés à Arles et servent ainsi à justifier la fermeture du Centre de Tarascon.

Nous tenons à vous informer que c'est bien le contraire, aucun agent ne veut être muté à Arles, et nous vous assurons que nous souhaitons continuer la lutte contre la fermeture de notre site.

Nous étions d'ailleurs en grève et présents à Marseille lors de la grève interprofessionnelle du 9 avril contre le pacte de responsabilité entériné par le gouvernement qui prévoit 1,2 Milliard « d'économies » sur les coûts de gestions de la sécurité sociale et cela au moment où le projet de loi Touraine transfère aux agences régionales de santé une partie des missions de la CNAMTS (Caisse Nationale d'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés), remettant ainsi en cause le caractère national et universel de la Sécurité Sociale avec tous les risques pour notre Convention Collective Nationale.

Nous demandons également à la Préfecture de concrétiser nos échanges en cours et nous sollicitons toujours une rencontre avec le Préfet afin qu'il nous explique pourquoi le nord du département serait condamné à devenir un désert social et quelles explications il va fournir aux habitants des 19 communes et les 60000 bénéficiaires qui dépendent de notre centre de sécu de Tarascon si notre centre est supprimé ou transformé en permanences ponctuelles (menant à la fermeture définitive comme cela s'est passé à Chateaurenard).

La population et les agents ont montré leur détermination à défendre leur Centre de Sécu, nous demandons maintenant aux élus représentants de la population et au préfet représentant de l'état de prendre leur responsabilité : leur devoir est de défendre l'intérêt général.

Décision prise à la suite de la conférence de presse :

Rassemblement prévu vendredi 26 JUIN 2015 à 10H00 devant la sous-préfecture d'Arles pour exiger d'être reçu pour connaître le positionnement de la Préfecture sur notre dossier

Le comité de défense du Centre de Sécu de Tarascon

Tarascon, le 16 juin 2015

(*)<http://www.centraledesmarches.com/marches-publics/13-Bouches-du-Rhone-CPCAM-des-Bouches-du-Rhone-Marseille-13000-Vente-d-immeubles-a-usage-de-bureau/1010613>